



Déclaration liminaire de la FSU 93 CHSCT Départemental extraordinaire du jeudi 4 juin 2020.

Monsieur le Directeur académique adjoint, Président du CHSCTD,
Mesdames, Messieurs,

Depuis le début de l'épidémie, les enseignants n'ont pu compter que sur eux-mêmes face à un ministre qui multiplie les déclarations à l'emporte-pièce, totalement déconnectées de la réalité des établissements scolaires.

Le 11 mai 2020, la réouverture d'une partie des écoles a fait et continue de faire l'objet d'un travail considérable de la part des équipes sur le terrain. Les protocoles nationaux que nous attendions sont arrivés moins d'une semaine avant la réouverture des écoles. La mise en oeuvre du cadre sanitaire, la réorganisation du travail dans toutes ses composantes se sont déroulées à marche forcée dans des délais difficilement tenables avec des moyens humains et matériels souvent insuffisants.

Les conditions de travail de tous les personnels et notamment des directeurs et directrices d'école fortement sollicités-ées ont été mises à mal.

L'ouverture annoncée par le ministre de toutes les écoles dès le mardi 2 juin a de nouveau créé de l'insécurité tant chez les familles que chez les enseignants. A la veille de la reprise, les personnels étaient en attente d'éclaircissements concernant leur situation et plus particulièrement les personnels ayant des enfants qui ne pouvaient être accueillis dans leur école.

Dans le 2nd degré, on constate de grands écarts dans les modalités des réunions de préparation dans le cadre de la réouverture des collèges voire de certains lycées professionnels. Il est pourtant essentiel qu'un travail préparatoire collectif puisse se dérouler dans les meilleures conditions (visioconférence de préférence) et que les instances démocratiques puissent se réunir avant le retour des élèves. Entre injonctions fermes à se rendre tous en même temps dans l'établissement sans garantie que les principes sanitaires soient respectés, convocation en présentiel sur des instances pouvant se dérouler en distanciel malgré le mail de rappel de M. le Recteur, absence de protocole dans certains établissements, absence de CHS ou de CA, communication insuffisante envers les parents et les personnels, et des modalités tenant compte des possibilités matérielles et humaines, nous voyons se dessiner une carte des établissements où une gestion raisonnable, concertée est possible et d'autres où le confinement puis le déconfinement n'ont fait qu'exacerber les tensions et problèmes existant auparavant.

Depuis le 11 mai, les alertes concernant l'absence de masques et autres matériels (gel hydroalcoolique, savon, essuie-main, lingettes et thermomètre) ont été nombreuses ce qui prouve que les écoles n'étaient pas prêtes à réouvrir.

Malgré les annonces faites par M. le Recteur en CHSCTA le 28 mai, de fournir des masques FFP2 et des surblouses aux infirmier-es de l'Education Nationale, ils/elles n'en sont toujours pas équipés-es.

D'autre part, la gestion des cas COVID nous interroge également. Lorsqu'il y a suspicion ou cas avéré, le protocole n'est pas systématiquement appliqué ou s'avère insuffisant. Les disparités de traitement pour des situations semblables, entre départements et régions, instaurent de sérieux doutes quant à la fiabilité et la pertinence des choix et des pratiques des responsables des ARS.

Pour la FSU, la santé des personnels, des élèves et des familles est primordiale.

Dès à présent, préparons la rentrée de septembre avec celles et ceux qui font l'école tous les jours. Des effectifs réduits, des moyens supplémentaires, permettront aux élèves de retrouver le chemin des apprentissages dans de meilleures conditions.

Merci de votre attention.